

Décryptage et leviers d'action

Introduction de Loïc Josseran, président de l'ACT

La situation sanitaire nous contraint à faire un webinaire.

Cette année l'ACT va fêter ses trente ans en 2021 et c'est le moment de passer à autre chose, vers la dénormalisation du tabac. Le contrôle du tabac ne doit plus être vu comme liberticide car il y a encore trop de morts du tabac en France.

Il y a eu des baisses successives de la consommation du tabac en France mais on va avoir besoin d'aller plus loin et de changer le regard social sur le tabac, notamment chez les jeunes si nous voulons aller vers une génération sans tabac en 2032. La société civile doit se mobiliser avec la logique de dénormalisation et nous allons vous présenter une vidéo (nous en aurons tous les mois avec des sondages BVA) pour changer le regard sur le tabac, avec des thèmes différents, comme par exemple les Droits humains (exploitation des enfants), l'Environnement...

Marion Catellin, directrice de l'ACT, nous présente la production régulière de vidéos et la première vidéo est consacrée aux contre vérités diffusées sur le coût réel du tabac.

Il semble que le gouvernement ait décidé de bloquer l'augmentation du prix du tabac jusqu'en 2022, ce qui est grave car cela va stopper la réduction de la prévalence du tabagisme en France, la taxation du tabac étant l'un des outils les plus efficaces pour lutter contre le tabagisme.

Une des actions de l'ACT sera de réaliser des vidéos pour appuyer la dénormalisation et la première vidéo est centrée sur les idées fausses sur le coût du tabac. Elle montre que l'Etat ne s'enrichit pas avec les taxes sur le tabac car il y a 16 milliards d'euros de taxes d'un côté et 120 milliards de coût de l'autre. Le tabac coûte 1 800 euros par personne pour chaque Français par an.

Par ailleurs, l'augmentation du prix du tabac de 2 euros a grandement participé à la baisse de 17 % de la prévalence du tabac.

Les partenaires de ce projet sont les associations membres de l'ACT (DNF) dont le président est Gérard Andureau et d'autres membres de l'ACT dont APRI, « Je ne fume plus », SFT, FFC, CNCT et deux associations internationales (ASH, Smoke Free Partnership).

Julien Vivant va nous montrer la perception sociale du tabac en France par une enquête et des indicateurs de l'ACT : il y aura une enquête tous les trimestres ce qui va permettre de vérifier l'évolution des différentes campagnes de l'ACT auprès des Français.

Tabagisme très présent dans la vie des Français : 31 % des français déclarent fumer actuellement pour 33 % d'anciens fumeurs.

Parmi les enfants de 7-14 ans, ceux-ci ont au moins une personne qui fume dans leur entourage.

Le tabac est perçu négativement et 80 % des gens trouvent que la lutte contre le tabac est une bonne chose.

La totalité des Français pense que le tabac est une drogue, que c'est plutôt une dépendance (83 %) bien que le chiffre soit moins élevé quand il s'agit de fumeurs (58 %).

Ambivalence par contre des Français par rapport à l'industrie du tabac : ils considèrent majoritairement que l'industrie du tabac est légitime car légale tout en conscients qu'elle est responsable des morts.

56 % des Français pensent que le tabac rapporte de l'argent par les taxes à l'Etat.

61 % des Français sont favorables à la poursuite de l'augmentation du tabac.

Pierre Alexandre Kopp (GK), professeur d'économie à la Sorbonne.

Que coûte le tabac à la société française ?

Après avoir parlé de morts dus au tabac, on parlera d'argent car tous ces malades et morts ont un coût pour la société. Il est difficile de mettre des prix sur des années de vie perdues et de maladie et l'exercice est morbide.

Alors faisons les comptes et attaquons nous à ce mythe selon lequel finalement « La vérité c'est que le tabac, ça rapporte beaucoup à l'Etat ».

C'est un énorme mensonge de dire cela et ce n'est même pas un mythe.

683 000 personnes en sont malades et 78 866 en meurent par an en France.

Le coût pour la collectivité existe et la perte de tous ces morts coûte 65 milliards.

Le coût de la perte de qualité de vie est chiffré à 31 milliards.

La perte de production est d'environ 8 milliards.

On nous dit d'aller regarder du côté du budget de l'Etat car il y a la taxation (10 à 11 milliards d'euros), et aussi des gens dont on ne paie pas la retraite (2 milliards d'euros).

Augmenter le prix du tabac est une bonne chose mais attention, l'argument qui est opposé est qu'il ne faut pas augmenter le prix du tabac sinon on augmente les inégalités car ce sont les pauvres qui sont touchés : qui va profiter d'une augmentation du prix du tabac ? Ce sont les fumeurs et les plus pauvres seront les principaux bénéficiaires.

Qu'en est-il du coût social en 2020 puisque l'étude précédente date de 2010 ? Nous sommes en train d'actualiser cette étude mais vu l'énorme différence entre les chiffres, cela ne va pas beaucoup changer les résultats de 2010.

Gérard Audureau (GA), président de DNF (Droit des Non-Fumeurs – Pour un monde zéro tabac).

L'effet du prix du tabac sur la consommation a eu des effets considérables depuis 2000 avec forte diminution de la consommation dans les années 2002 et 2003, puis faible diminution dans les années 2007-2008 car il n'y a pas eu de campagne sur la fiscalité au moment du décret Bertrand. Puis depuis 2017, nouvelle hausse des prix entraînant une baisse de la consommation avec également l'arrivée de la cigarette électronique qui a joué un rôle.

La décomposition du prix du paquet de cigarettes où on voit que les marges des fabricants sont très supérieures pour les cigarillos. Il faudrait faire en sorte que le système de taxation change pour les cigares et les cigarillos. Pour le tabac chauffé, il y a une marge très faible pour le fabricant.

Décryptage de mécanique de transfert de consommation où la marge du fabricant est faible pour les cigarettes mais augmente pour le tabac chauffé et est encore plus importante pour les cigares-cigarillos.

Il y a transfert de consommation avec d'autres consommations que les cigarettes, notamment tabac à pipe et tabac à tuer, chicha et tabac chauffé.

Malheureusement les augmentations prévues sont inférieures entre tabac à rouler et cigarettes mais il suffit de faire un réajustement.

En revanche toujours un pb concernant tubées, chicha et tabac chauffé.

Donc le paquet à 10 euros était une étape obligatoire pour la génération sans tabac mais il faut maintenir la pression fiscale et faire passer le paquet à 15 euros.

Michal Stoklosa (MS), économiste à l'université de l'Illinois en direct avec nous.

Sur un carte qui montre le prix moyen du tabac en Europe, on constate de larges disparités entre les pays.

Le prix des cigarettes industrielles et des cigarettes roulées a augmenté mais davantage pour les cigarettes industrielles, tout en gardant les différences entre les pays, et on constate que si la vente de cigarettes industrielles a baissé, en fait elle a un peu augmenté pour les roulées (en anglais RYO : Roll Your Own).

Les données de notre étude montrent que les facteurs d'achats transfrontaliers au niveau des frontières sont liés aux différences d'augmentation de prix entre les pays : ces achats sont significatifs dès qu'il y a augmentation de prix.

Néanmoins l'augmentation des prix est tout à fait efficace pour décourager la consommation

Une autre étude faite en France au sujet des achats transfrontaliers met en évidence que ces achats concernent environ un tiers des fumeurs en France au moins une fois dans l'année passée et ce d'autant plus qu'ils habitent près d'une frontière.

Cela n'est pas relié spécialement à l'augmentation des prix, mais c'est surtout lié aux politiques publiques et notamment celles qui n'abordent pas les problèmes de contrebande. La France travaille avec l'UE (Union Européenne) pour éliminer le commerce illicite de la contrebande.

Il faudrait augmenter les prix minimum actuellement exigés par l'Europe pour 1000 cigarettes et qui est de 90 euros actuellement pour les industrielles et de 60 par Kg de roulées (RYO) car les prix pour les RYO sont plus faibles et devrait être globalement beaucoup plus augmentés.

En conclusion, les cigarettes sont plus abordables en Europe par rapport au reste du monde.

Les taxes devraient être harmonisées pour tous les types de tabac et notamment les nouveaux produits de tabac comme la cigarette électronique (CE) et le tabac chauffé.

Réponses aux questions

MS : il y a moins de commerce illicite lorsque les études sont faites avec des critères méthodologiques notamment par l'université que lorsqu'elles sont faites par l'industrie du tabac (IT).

La France devrait penser à estimer les cigarettes illicites de façon indépendante de l'industrie du tabac.

GA précise que KPMG fait des études avec les conseils et les finances d'un grand industriel du tabac et la menace du commerce illicite est l'arme essentielle de l'IT pour faire reculer le gouvernement.

PK : le poids du coût engendré par le tabac participe évidemment au déficit de la Sécurité Sociale.

Synthèse de Marion Catellin

Au niveau de la France, il faut maintenir une pression fiscale continue et obtenir un prix du paquet de tabac à 15 euros d'ici 2025.

Au niveau Européen : faire évoluer le minimum de perception de 90 à 150 euros pour 1 000 cigarettes.

Catherine Hill, épidémiologiste et biostatisticienne (institut du cancer à Gustave Roussy).

« La fiscalité du tabac, un outil de santé publique » n'a pas pu faire son intervention car elle n'a pas eu de connexion possible avec la conférence.

Conclusion de Loïc Josseran

Le tabac coûte plus cher à la France qu'il ne rapporte.

L'augmentation du prix du tabac est légitime pour une majorité de Français.

J'espère que nous aurons réussi à vous faire passer ce nouveau visage de l'Alliance et à aller sur notre site pour voir ce qui s'est mis en place : <https://alliancecontreletabac.org/>